

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Uribe-serre-les-griffes>

Uribe serre les griffes

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 17 septembre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En quarante jours d'existence, le régime de droite d'Alvaro Uribe est passé de l'état d'exception contre la guérilla à la répression syndicale, dans un durcissement croissant face à la guerre civile.

Les juges et pompiers des aéroports grévistes durant la mobilisation sociale de lundi en Colombie seront « sévèrement sanctionnés », a annoncé dans la soirée le ministre de l'Intérieur et de la Justice, Fernando Londono.

Cette décision a été prise par le conseil des ministres à l'issue de l'arrêt de travail de 24 heures largement suivi par les 800 000 fonctionnaires du pays andin contre le « néo-libéralisme » du gouvernement, notamment la suppression de 30 000 emplois dans le secteur public.

Les liaisons aériennes ont souffert de retards provoqués par une grève des pompiers dans les principaux aéroports et le mouvement des juges a paralysé les salles d'audience.

Doté d'un fort soutien populaire depuis son élection triomphale au premier tour de la présidentielle avec 53% des voix, le président Alvaro Uribe, investi le 7 août pour un mandat de quatre ans, a entrepris non seulement de lutter contre les rebelles, mais aussi de dégraisser l'appareil d'État.

À un rythme d'enfer, de conseils des ministres interminables en injonctions à l'armée, le président de droite serre les griffes de l'État autour de toute menace potentielle contre l'ordre, en perdition dans ce pays de 44 millions d'habitants frappé par 38 ans de guerre civile avec plus de 200.000 morts.

À peine connus les détails sur l'état d'exception du 12 août, avec un impôt sur les patrimoines pour financer la lutte anti-guérilla et la constitution de « zones spéciales » susceptibles de détentions arbitraires sans mandat judiciaire, la fermeté du pouvoir s'est concrétisée au-delà des mots.

Non seulement les étrangers devront obtenir une autorisation du gouverneur local pour résider ou transiter dans chacune des « zones spéciales », prévues dans la moitié d'un pays grand comme deux fois la France, mais les activités syndicales y sont désormais mal vues, et réprimées.

Quatre manifestants ont été arrêtés lors d'échauffourées lundi à Bogota lors d'une manifestation syndicale, et plusieurs journalistes frappés à coups de matraque par la police, dont un photographe de l'AFP, Rodrigo Arangua.

« Les plus sévères sanctions s'imposent face aux grèves dans les services publics essentiels, comme le transport aérien et l'administration de la justice », a précisé Fernando Londono, un ex-avocat intransigeant, considéré comme l'inspirateur de l'état d'exception.

Ce recours à des mesures d'urgence a été justifié lundi par le procureur général de Colombie, Edgardo Maya, dans un rapport destiné à la cour constitutionnelle, appelée à décider en dernier ressort de sa légitimité.

La spirale de violence déclenchée par la guérilla est qualifiée « d'attentat imminent contre la stabilité des institutions politiques » par le chef du ministère public, de menace « insoutenable » et « rend nécessaire la déclaration de l'état d'exception ».

Uribe serre les griffes

Edgardo Maya est veuf de Consuelo Araujonoguera, la « Cacique » (patronne), fondatrice du festival de musique locale vallenato. Cette ex-ministre de la Culture avait été exécutée le 29 septembre dernier par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes) après avoir été enlevée près de Valledupar (nord-est).

Le père d'Alvaro Uribe, Alberto, un riche éleveur de Medellin (nord-ouest), a lui-même été abattu en 1983 par un commando des FARC, principale guérilla du pays dont les forces sont estimées à 17 000 hommes.

Post-scriptum :

*Agence France-Presse
Bogota*